



Pouvoir adjudicateur
**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
DE LIMOGES**

**Etablissement support du GHT du
Limousin**

2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX
Cellule de la Commande Publique
Adresse électronique :
celluledesmarches@chu-limoges.fr



Marchés Publics de fournitures courantes et services

MAPA-2025 CH BRIVE Véhicules

LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE BRIVE

Procédure utilisée

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-7 du
code de la commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

SOMMAIRE

CHAPITRE I. GENERALITES 4

PREAMBULE :	4
ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2. DESCRIPTION DU MARCHE	5
Article 2.1. <i>Objet du marché</i>	5
Article 2.2. <i>Nature du marché et compétences de l'Etablissement support et des Etablissement parties</i>	5
ARTICLE 3. DIVISION EN LOTS	5
ARTICLE 4. FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS	5
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	6
Article 5.1. <i>Reconduction(s)</i>	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	6
Article 6.1. <i>Pièces constitutives du marché</i>	6
Article 6.2. <i>Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché</i>	6
Article 6.3. <i>Pièces à délivrer au titulaire du marché</i>	6
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	7
Article 8.1. <i>Changements affectant le titulaire</i>	7
Article 8.2. <i>Protection de la main-d'œuvre</i>	7
Article 8.3. <i>Dispositif d'alerte et de vigilance</i>	8
Article 8.4. <i>Assurance</i>	8
Article 8.5. <i>Discretion et confidentialité</i>	8

CHAPITRE II. PRIX ET REGLEMENTS 9

ARTICLE 9. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	9
Article 9.1. <i>Contenu des prix du marché</i>	9
Article 9.2. <i>Prix de référence du marché</i>	9
Article 9.3. <i>Révision des prix du marché</i>	10
Article 9.4. <i>Clause butoir</i>	10
Article 9.5. <i>Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et autres taxes réglementaires</i>	10
ARTICLE 10. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	10
Article 10.1. <i>Avance</i>	10
Article 10.2. <i>Retenue de garantie</i>	10
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
Article 11.1. <i>Périodicité des paiements</i>	11
Article 11.2. <i>Présentation des demandes de paiements</i>	11
Article 11.3. <i>Mode de règlement</i>	11
Article 11.4. <i>Titulaire étranger</i>	Erreur ! Signet non défini.

CHAPITRE III. EXECUTION 12

ARTICLE 12. QUALITE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICE	12
ARTICLE 13. ORDRE DE PRESTATION	12
ARTICLE 14. DUREE D'EXECUTION	12
Article 14.1. <i>Délai de base</i>	12
Article 14.2. <i>Prolongation des délais</i>	12
ARTICLE 15. LIVRAISON	13
Article 15.1. <i>Transport</i>	13
Article 15.2. <i>Lieux de Livraison</i>	13
Article 15.3. <i>Documents à fournir lors de la livraison</i>	13

ARTICLE 16.	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT / PRESTATIONS SIMILAIRES	13
ARTICLE 17.	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	14
CHAPITRE IV.	CONSTATATION DE L'EXECUTION.....	14
ARTICLE 18.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	14
Article 18.1.	<i>Vérifications qualitatives et quantitatives.....</i>	14
Article 18.2.	<i>Décisions du Pouvoir Adjudicateur</i>	14
Article 18.3.	<i>Responsabilité</i>	15
ARTICLE 19.	GARANTIE	15
CHAPITRE V.	DIFFERENTS ET LITIGES	15
ARTICLE 20.	PENALITES DE RETARD.....	15
Article 20.1.	<i>Définition du délai contractuel.....</i>	15
Article 20.2.	<i>Exigibilité des pénalités de retard</i>	15
Article 20.3.	<i>Pénalités de retard</i>	15
Article 20.4.	<i>Pénalités pour mauvaise exécution.....</i>	16
Article 20.5.	<i>Pénalités sur autres litiges d'exécution</i>	16
Article 20.6.	<i>Cumul</i>	16
ARTICLE 21.	RESILIATION DU MARCHE	16
Article 21.1.	<i>Motifs de résiliation</i>	16
Article 21.2.	<i>Résiliation prononcée aux torts du titulaire</i>	16
Article 21.3.	<i>Résiliation pour inexécution non fautive</i>	16
Article 21.4.	<i>Résiliation pour motifs d'intérêt général.....</i>	17
Article 21.5.	<i>Indemnité de résiliation.....</i>	17
ARTICLE 22.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
Article 22.1.	<i>En cas de rupture d'exécution du marché</i>	17
Article 22.2.	<i>Après résiliation prononcée aux torts du titulaire.....</i>	17
ARTICLE 23.	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	17
ARTICLE 24.	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	18
CHAPITRE VI.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	18

La présente procédure est régie par le Code de la commande publique.

Chapitre I. Généralités

Préambule :

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Celle-ci a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaur*
- *CH Bourgneuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du « Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ». A ce titre, la directrice générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

Article 1. Pouvoir Adjudicateur

Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : SIRET: Adresse : Adresse du profil acheteur	CHU de Limoges - Etablissement support du GHT du Limousin - 26870851800017 2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX www.marches-publics.gouv.fr
Gestionnaire de marché Adresse électronique :	Marie GRANET celluledesmarches@chu-limoges.fr
Acheteur (Réfèrent administratif) Adresse électronique	Karine BECQ celluledesmarches@chu-limoges.fr

Article 2. Description du marché

Article 2.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture en location longue durée de 12 véhicules neufs de type « citadine » et 1 « véhicule sanitaire léger » neuf, avec prestations associées.

Les prestations, les conditions techniques de leur exécution sont définies dans le Cahier des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

LIEUX D'EXECUTION	ACTIVITES	ADRESSE
BRIVE	Centre Hospitalier	3 bld Dr Verlhac – 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Article 2.2. Nature du marché et compétences de l'Etablissement support et des Etablissement parties

Il est conclu un marché unique, signé et notifié par le Pouvoir Adjudicateur du C.H.U. de LIMOGES, Etablissement Support du GHT du Limousin.

Le C.H.U. de LIMOGES assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation de marché pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché.
- Signer et notifier le marché ;
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché :
 - ✓ A la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, le cas échéant,
 - ✓ Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
 - ✓ Prononcer la résiliation du marché,
 - ✓ Gérer les relations précontentieuses formées par ou contre le Groupement Hospitalier de territoire du Limousin, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

Article 3. Division en lots

Le marché est alloti

N° de lots	Désignation
Lot n°1	LLD véhicules catégories B - CITADINES
Lot n°2	LLD véhicules catégories D -VSL

Article 4. Forme du marché – Dispositions

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Le montant estimatif de la dépense totale pour ce besoin est ventilé comme tel :

Lot	Montant estimatif de la dépense totale
Lot 1	150 000€ HT
Lot 2	25 000€ HT

Article 5. Durée du marché et reconduction

Le marché est conclu, en application de l'article L. 2112-5 du Code de la commande publique, pour **une période de 60 mois**, pour un forfait annuel sur la base d'un kilométrage décrit au CCTP et aux bordereaux de prix. Les délais de livraisons fixés au CCTP sont à prendre en compte par le titulaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ajuster à partir de la 4^{ème} année les kilomètres (diminution ou prolongation des durées en cours d'exécution du marché), en accord avec le titulaire du marché, sous forme d'avenant, trois mois avant la date d'anniversaire du contrat de location longue durée .

Article 6. Pièces contractuelles du marché

Article 6.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G / Fournitures Courantes et Services, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ;
2. L'annexe financière à l'acte d'engagement ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.);
4. Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et leurs annexes éventuelles ;
5. Les cadres de réponses ;
6. L'offre technique du titulaire ;
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
8. Les fiches techniques, la documentation commerciale et/ou Mémoire Technique Descriptif
9. Les bons de commandes associés à l'accord cadre

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les originaux de l'Acte d'engagement, du C.C.A.P., du C.C.T.P. et des annexes seront conservés par le C.H.U. de LIMOGES, établissement support, et pour seule foi.

Article 6.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

Article 6.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

6.3.1 – Notification

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G / Fournitures Courantes et Services, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

Article 7. Sous-traitance

La sous-traitance est interdite pour toutes fournitures sans prestations dans les conditions fixées par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et codifiée dans le Code de la Commande Publique.

En revanche, le titulaire peut présenter un sous-traitant à la personne publique en cours d'exécution du marché en ce qui concerne les prestations de service associées. Dans ce cas, il sera fait application des articles L. 2193-2 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du CHU de Limoges une déclaration de sous-traitance complétée et signée.

Cette déclaration peut prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41.1.j. du CCAG FCS).

Article 8. Obligations générales du titulaire**Article 8.1. Changements affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- ✓ la personne ayant qualité pour le représenter
- ✓ la forme de l'entreprise
- ✓ la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- ✓ son adresse ou son siège social
- ✓ la cession d'une ou de différentes activités
- ✓ l'acquisition d'une nouvelle activité
- ✓ son adresse bancaire,...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

Article 8.2. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Les documents devront être remis dans les délais indiqués sur cette dite plateforme.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 5 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail. Si, dans le cadre du dispositif d'alerte mis en place par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 8.3. Dispositif d'alerte et de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Si celles-ci ne sont pas fournies dans les délais demandés le marché pourra être résilié sans indemnités pour faute du titulaire en application de l'article 41.1.c du CCAG FCS.

Article 8.4. Assurance

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et Services, avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que l'établissement partie en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 8.5. Discrétion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Pouvoir

Adjudicateur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements du GHT du Limousin qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, en complément de l'article 41 du CCAG FCS, sans aucune possibilité de dédommagement. Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Chapitre II. Prix et règlements

Article 9. Contenu et caractère des prix

Article 9.1. Contenu des prix du marché

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à l'exécution des prestations décrites au C.C.A.P. et notamment :

- Le stockage,
- Le transport jusqu'au lieu de livraison,
- Les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- La mise en service (ou la mise en ordre de marche),
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- Les frais de gestion,
- La fourniture de tous les accessoires indispensables,

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur. Les prix du marché sont franco de port en montant / en quantité.

Article 9.2. Prix de référence du marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Ce prix global et forfaitaire est le prix global et forfaitaire figurant à la DPGF fournie par le titulaire.

Dans le cadre de la facturation, une régularisation sera effectuée à l'initiative du titulaire, à la fin de chaque année, sur la base du kilométrage annuel réellement parcouru. Pour ce faire, le candidat transmettra dans son offre le coût unitaire kilométrique qu'il entend appliquer afin de procéder à ce réajustement, qu'il s'agisse d'une plus-value ou d'une moins-value.

Les kilomètres parcourus par le titulaire du marché à des fins de maintenance ou contrôles réglementaires ou autres seront déduits de la facturation. A contrario, les kilomètres effectués par le CH de BRIVE, seront valorisés à travers la régularisation susvisée.

Article 9.3. Révision des prix du marché

Le marché est conclu à prix ferme non révisable.

Article 9.4. Clause butoir

Sans objet

Article 9.5. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la T.V.A., doivent être intégrées au prix unitaire H.T. du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Article 10. Avances et retenue de garantie

Article 10.1. Avance

Une avance remboursable est accordée aux titulaires des marchés conformément aux R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché ou la tranche ou le bon de commande est supérieur à 50.000 € H. T. et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance.

La durée d'exécution du présent marché étant supérieur à 12 mois, le montant de l'avance est égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Son remboursement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

Il est demandé au titulaire la constitution d'une garantie à première demande pour tout remboursement de l'avance ; dans le cas, l'avance ne peut être mandatée qu'après constitution de ladite garantie à première demande.

Article 10.2. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

Article 11. Modalités de règlement des comptes

Article 11.1. Périodicité des paiements

Les prestations feront l'objet d'une facturation mensuelle à terme à échoir.

Article 11.2. Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services.

12.1.1 Facture électronique

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises.

- Dépôt de la facture électronique

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et Intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire ;
 - Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
 - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 11.3. Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public du CH de Brive.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Facturation avant service fait, ...

Chapitre III. Exécution

Article 12. Qualité des fournitures et prestations de service

Les fournitures et prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

Article 13. Ordre de prestation

La notification du marché vaut ordre de démarrage des prestations en ce qui concerne la mise à disposition des véhicules. Tous les détails techniques concernant la fourniture des véhicules neufs sont décrits aux CCTP.

Article 14. Durée d'exécution

Article 14.1. Délai de base

Les délais d'exécution sont indiqués dans le cadre de réponse du titulaire après accord du pouvoir adjudicateur, en ce qui concerne la mise à disposition des véhicules.

Article 14.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le CHU de Limoges dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. / FCS.

Article 15. Livraison**Article 15.1. Transport**

Le transport est effectué par le titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison du CH de BRIVE, en Franco de port.

- Frais de livraisons des véhicules :

Le transport des véhicules est à la charge matérielle et financière du titulaire.

(FRANCO DE PORT SANS MINIMUM DE COMMANDE)

- Risques inhérents au livraison de véhicules:

Le titulaire est déclaré responsable des livraisons jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage. En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

Article 15.2. Lieux de Livraison

La livraison s'effectue sur chaque site dédié par lot selon les modalités décrites aux CCTP.

Article 15.3. Documents à fournir lors de la livraison

La livraison doit impérativement être accompagnée d'un bon de livraison du titulaire précisant :

- Le nom du titulaire et son adresse ;
- La date de livraison ;
- **La référence du marché ou de la commande;**
- La quantité livrée.
- Les documents concernant les véhicules (notices, carnets d'entretien, etc...)
- Un plan préventif d'entretien des véhicules
- Une attestation pour chaque véhicule indiquant leur valeur d'achat

Le bordereau de livraison du transporteur sera tamponné par le réceptionnaire du CH de Brive et remis au transporteur comme preuve de livraison et réception de la marchandise. Le tampon apposé par le réceptionnaire ne vaut pas vérification et admission des prestations ; ces opérations de vérification et d'admission sont effectuées postérieurement à la livraison dans les conditions décrites à l'article « Opérations de vérification ».

Article 15.4. Fin des périodes de location

Le locataire n'est pas tenu, à la fin de période de location, de procéder à une nouvelle location.

L'examen des véhicules sera contractualisé par un procès-verbal de restitution entre le représentant du locataire dûment habilité et le professionnel désigné par le loueur.

Article 16. Modifications en cours d'exécution du contrat / Prestations similaires

Des modifications en cours d'exécution du contrat pourront intervenir conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 17. Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail.

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Chapitre IV. Constatation de l'exécution

Article 18. Opérations de vérifications

Article 18.1. Vérifications qualitatives et quantitatives

18.1.1 - Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison.

18.1.2 - Vérifications qualitatives

Des opérations de vérification portant sur la qualité des véhicules seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Article 18.2. Décisions du Pouvoir Adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services par le représentant de l'établissement du GHT du Limousin concerné ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

Article 18.3. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du C.H. de Brive.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 19. Garantie

Les deux véhicules bénéficieront de la garantie légale du constructeur, indiquée dans l'offre du titulaire. Cette garantie ne devra pas être inférieure à celle indiquée à l'article 33.1 du CCAG-FCS.

Les véhicules doivent être conformes à la réglementation en vigueur au jour de la livraison et doivent répondre aux normes françaises et européennes.

Chapitre V. Différends et litiges

Article 20. Pénalités de retard

Article 20.1. Définition du délai contractuel

Les délais d'exécution en ce qui concerne la fabrication des véhicules neufs sont indiqués dans le cadre de réponse complété par le titulaire après accord du pouvoir adjudicateur.

Article 20.2. Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature. Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le représentant du CH de Brive ou en cas de manquement à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Article 20.3. Pénalités de retard

Lorsque le délai d'exécution (livraison ou maintenance) est dépassé du fait du titulaire, par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard de 50.00 € HT par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Chaque jour de retard commencé sera considéré comme dû.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Article 20.4. Pénalités pour mauvaise exécution

Si les prestations sont mal exécutées, après constat partagé entre l'établissement du GHT du Limousin et le titulaire, le compte des délais reprendra pendant la reprise des prestations, les pénalités se rattachant aux délais s'appliqueront.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Chaque jour de retard commencé sera considéré comme dû.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Article 20.5. Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur..., la non-conformité de l'envoi des commandes par le système d'information du/des établissements du GHT du Limousin, une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Chaque jour de retard commencé sera considéré comme dû.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Article 20.6. Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Article 21. Résiliation du marché**Article 21.1. Motifs de résiliation**

Le Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services.

Article 21.2. Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 21.3. Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le Pouvoir Adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 40 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, le Pouvoir Adjudicateur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit apporter au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 21.4. Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, le Pouvoir Adjudicateur du marché peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Article 21.5. Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 42 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services n'ouvrent pas droit à indemnité.

Le décompte de résiliation est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Article 22. Exécution aux frais et risques du titulaire

Article 22.1. En cas de rupture d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le CH de Brive se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le CH de Brive de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers prestataire, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

Article 22.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du C.C.A.G. / Fournitures Courantes et Services, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 23. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché. Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 24. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre les titulaires ou attributaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal Administratif du pouvoir adjudicateur, seul compétent.

Introduction des recours contentieux :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois.
- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme, en ce qui concerne les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

Chapitre VI. Dérogations au C.C.A.G.

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G. / FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 6.1	Article 4.1	Ordre de priorité
Article 6.3.1	Article 4.2	Date de notification
Article 8.4	Article 9.2	Assurance
Articles 20.3 – 20.4 – 20.5	Articles 14.1.1 et 14.1.3	Pénalités
Article 21.4	Article 42	Résiliation